

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 26 janvier 2022
(Convocation du 21 janvier 2022)

Aujourd'hui, le vingt-six janvier deux mille vingt-deux à 15h, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, en vertu du chapitre II du règlement intérieur et selon la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

Étaient présents en visioconférence :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet

Secrétaire de séance :

Mme Dominique Degos

OBJET : Conventions / Ressource en eau - Convention entre l'Institution Adour, la communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées et la commune de Luquet relative au sentier du lac du Gabas - Occupation du domaine public et privé pour le tour du lac du Gabas

Exposé des motifs :

La communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées (CATLP) a, parmi ses compétences facultatives, la compétence « chemins de randonnée », cheminements balisés permettant aux marcheurs et cyclistes de découvrir le patrimoine naturel et culturel de l'agglomération.

L'Institution Adour est propriétaire du réservoir de soutien d'étiage du Gabas situé dans le département des Hautes-Pyrénées sur les communes de Gardères et Luquet, et dans le département des Pyrénées-Atlantiques sur les communes de Lourdes et Esclourenties-Daban.

Lors de la création du réservoir, un sentier périphérique et des aménagements (passerelles, barrières, bancs, tables, panneaux d'orientation, ...) ont été autorisés par l'Institution Adour et créés dans le cadre des mesures compensatoires et d'insertion de l'ouvrage.

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de gestion et d'entretien du sentier et de ses abords sur les parcelles appartenant à l'Institution Adour et à la commune de Luquet.

Le tracé du sentier n° 15 « PR Le lac du Gabas » (plan en annexe de la convention) sur le territoire de la CATLP, hors territoire de la communauté de communes Nord-Est Béarn, concerne le domaine suivant :

- sentier du tour du lac du Gabas de l'Institution Adour
- parking situé au sud du lac au bord de la D69 - Route de Gardères à Luquet (propriété de la commune de Luquet)

La CATLP interviendra sur le linéaire situé sur les communes de Gardères et de Luquet soit 7,6 kilomètres de sentier.

Pour entretenir le sentier n° 15 « PR Le lac du Gabas », la CATLP disposera de l'autorisation de passage, de balisage et panneautage, d'entretien de la végétation permettant le passage des usagers, d'entretien du balisage et de la signalétique verticale sur le linéaire du cheminement sur les communes de Gardères et de Luquet.



L'utilisation du sentier est autorisée aux piétons, aux vélos et aux chevaux (à l'exception de la digue principale pour ces derniers). Les véhicules à moteur, hors véhicules de service, y sont interdits.

La CATLP s'engage à maintenir le sentier en bon état pour la mise à disposition du public (balisage et panneauage directionnel et d'accueil et entretien de la végétation, avec 2 passes de fauche par an). La CATLP n'assure pas les travaux d'entretien de la végétation au-delà de l'assise du sentier (à l'exception de l'abattage ou l'élagage d'arbres menaçant directement la sécurité des usagers, en accord avec l'Institution Adour).

L'Institution Adour s'engage à maintenir le sentier en bon état (assiette du chemin, berges du lac, entretien de la voirie,...) et à remettre en état ses ouvrages et aménagements (passerelles, clôtures, pontons, digues, ouvrages hydrauliques) utiles aux utilisateurs et à l'entretien de ce sentier en cas de.

La commune de Luquet, propriétaire du parking, s'engage à mettre à disposition les biens utiles à la CATLP pour le balisage et panneauage, remettre en état ses ouvrages et aménagements (bancs, poubelles, tables pique-nique) utiles aux utilisateurs et à l'entretien de ce sentier en cas de détérioration.

L'autorisation est consentie pour une durée de 10 ans à compter de la date de signature.

Vu l'arrêté interpréfectoral n°90 en date du 24 novembre 2000 déclarant d'utilité publique la création par l'Institution Adour d'une retenue de stockage d'eau sur le Gabas, d'un dispositif de transfert d'eau par les Lees et des ouvrages annexes (réservoir de Gardères-Eslourenties),

Vu l'arrêté interpréfectoral n°93 du 11 décembre 2000 d'autorisation au titre de l'article 10 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et portant règlement d'eau au bénéfice de l'Institution Adour,

Vu l'arrêté interpréfectoral n°94 du 11 décembre 2000 déclarant d'intérêt général la création d'une retenue de stockage d'eau sur le Gabas, le dispositif de transfert d'eau vers les Lees, et la réalimentation en eau des Lees, du Gabas et de l'Adour et autorisant la participation financière des personnes qui ont rendu cette opération nécessaire ou qui y trouvent un intérêt - au titre de l'article 31 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

Vu l'arrêté interpréfectoral n°09/EAU/10 du 9 janvier 2009 modifiant et complétant l'arrêté interpréfectoral n°93 du 11 décembre 2000 autorisant la création du « réservoir de Gardères-Eslourenties » sur le ruisseau « le Gabas » et portant règlement d'eau,

Considérant les statuts en vigueur de la communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

- d'accepter la mise à disposition à la CATLP du sentier du lac du Gabas, ouvrage appartenant à l'Institution Adour, dans le cadre des sentiers de randonnée du territoire de la CATLP, à compter de la date de signature de la convention et selon les modalités de la convention telle qu'annexée à la présente,
- d'autoriser le président à signer la convention avec la CATLP et la commune de Luquet, et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



Fait et délibéré le 26 janvier 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE



LOGO INSTITUTION ADOUR

LOGO MAIRIE LUQUET

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ET PRIVE POUR LE TOUR DU LAC DU GABAS

Entre :

L'Institution Adour, représentée par son Président, Monsieur Paul CARRERE, agissant en vertu d'une délibération du bureau en date du 26 janvier 2022

Et

La Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées (CATLP), représentée par son Président, Monsieur Gérard TREMEGE, agissant en vertu de délibération du conseil communautaire en date du 29 septembre 2021

Et

La commune de Luquet représentée par son Maire, Monsieur Philippe MASCLE, agissant en vertu de délibération du conseil municipal en date du 11 janvier 2022

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

La Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées (CATLP) a, parmi ses compétences facultatives, la compétence « chemins de randonnée », cheminements balisés permettant aux marcheurs et cyclistes de découvrir le patrimoine naturel et culturel de l'agglomération.

Depuis la fusion des sept anciens établissements de coopération intercommunale, la CA TLP gère notamment le sentier n°15 « PR Le lac du Gabas » qui faisait partie au préalable des « Sentiers de randonnées du canton d'Ossun ».

L'Institution Adour est propriétaire du réservoir de soutien d'étiage du Gabas situé dans le département des Hautes-Pyrénées sur les communes de Gardères et Luquet, et dans le département des Pyrénées-Atlantiques sur les communes de Lourdes et Eslourenties-Daban.

Lors de la création du réservoir, un sentier périphérique et des aménagements (passerelles, barrières, bancs, tables, panneaux d'orientation, ...) ont été autorisés par l'Institution Adour et créés dans le cadre des mesures compensatoires et d'insertion de l'ouvrage.



Plusieurs arrêtés ont acté ces faits :

- Arrêté interpréfectoral n°90 du 24 novembre 2000 – Création d'une retenue de stockage d'eau sur le Gabas, d'un dispositif de transfert d'eau par les Lees et des ouvrages annexes (réservoir de Gardères-Eslourenties) – Déclaration d'utilité publique
- Arrêté interpréfectoral n°93 du 11 décembre 2000 d'autorisation au titre de l'article 10 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et portant règlement d'eau
- Arrêté interpréfectoral n°94 du 11 décembre 2000 déclarant d'intérêt général la création d'une retenue de stockage d'eau sur le Gabas, le dispositif de transfert d'eau vers les Lees, et la réalimentation en eau des Lees, du Gabas et de l'Adour et autorisant la participation financière des personnes qui ont rendu cette opération nécessaire ou qui y trouvent un intérêt – au titre de l'article 31 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau
- Arrêté interpréfectoral n°09/EAU/10 du 9 janvier 2009 modifiant et complétant l'arrêté interpréfectoral n°93 du 11 décembre 2000 autorisant la création du « réservoir de Gardères-Eslourenties » sur le ruisseau « le Gabas » et portant règlement d'eau

Article 1 : Objet

Pour entretenir le sentier n°15 « PR Le lac du Gabas », la CA TLP doit disposer de l'autorisation de passage, de balisage et panneautage, d'entretien de la végétation permettant le passage des usagers, d'entretien du balisage et de la signalétique verticale sur le linéaire du cheminement sur les communes de Gardères et de Luquet, ouvrage appartenant à l'Institution Adour.

L'utilisation du sentier concerné par cette convention est autorisée aux piétons, aux vélos et aux chevaux (à l'exception de la digue principale pour ces derniers). Les véhicules à moteur, hors véhicules de service, y sont interdits.

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de gestion et d'entretien du sentier et de ses abords sur les parcelles appartenant à l'Institution Adour, dans les conditions acceptées par les parties qui s'engagent à les faire respecter sans réserve.

Il est rappelé que l'usage premier du réservoir est le soutien d'étiage et que le niveau d'eau sera amené à diminuer durant la campagne de réalimentation. Par ailleurs, plusieurs conventions ont été signées par l'Institution Adour antérieurement à la présente : une pour la gestion de la pêche et la navigation pour un usage halieutique, la gestion de la chasse et une autorisant certaines activités nautiques sur le réservoir.

Il est convenu que pour une bonne information et le cas échéant une bonne coordination des interventions, chacune des parties informe les autres de la programmation de ses interventions.

Article 2 : Désignation du domaine compris dans l'itinéraire

Selon le tracé du sentier n°15 « PR Le lac du Gabas » (cf. plan joint en annexe) sur le territoire de la Ca CATLP, hors territoire de la CCNEB, il emprunte les voies suivantes :



- Sentier du tour du lac du Gabas de l'Institution Adour
- Parking situé au Sud du lac au bord de la D69 – Route de Gardères à Luquet

La CATLP interviendra sur le linéaire situé sur les communes de Gardères et de Luquet soit 7,6 kilomètres de sentier.

Article 3 : Autorisation d'occupation

La CA TLP est autorisée, par la commune de Luquet et l'Institution Adour, pour l'exercice de sa compétence « chemins de randonnée », à occuper les portions du domaine décrites dans l'article 2 pour des travaux d'aménagement, notamment de balisage (en conformité avec les chartes de balisage en vigueur – charte PR de la FFR), de signalétique et d'entretien de la végétation du sentier n°15 « PR le lac du Gabas ».

Article 4 : Conditions d'occupation

L'autorisation est consentie sans contrepartie d'aucune sorte, celle-ci étant nécessaire au bon entretien de l'itinéraire n°15 « PR le lac du Gabas ».

Article 5 : Durée de la mise à disposition

L'autorisation est consentie pour une durée de 10 ans à compter de la date de signature.

Au terme de la durée de la présente convention, il sera établi un bilan de la fréquentation du site ainsi qu'un état des lieux du sentier. Les problèmes éventuels rencontrés par les trois parties seront soulevés.

L'autorisation pourra être renouvelée dans le cadre d'une nouvelle convention entre les trois intervenants.

Toutefois, la convention autorisant le passage sur des portions du domaine public de la commune de Luquet et du domaine privé appartenant à l'Institution Adour est conclue à titre précaire et révocable à tout moment pour tout motif d'intérêt général.

Article 6 : Obligations à la charge de la CA TLP

La CA TLP s'engage :

- à respecter les réglementations en vigueur pour toute utilisation du domaine ouvert à la circulation publique,
- à maintenir le sentier n°15 « PR le lac du Gabas » en bon état afin de le mettre à disposition du public (le balisage selon les règles de la FFR, le panneauage directionnel selon les règles de la FFR, le panneauage d'accueil et l'entretien de la végétation, avec 2 passes de fauche par an, permettant le passage « normal » des usagers en sécurité).

Par contre, la CATLP n'assure pas les travaux :



- de réparation et d'entretien de l'assise du chemin, ainsi que des berges du lac, qui restent à la charge de l'Institution Adour,
- de réparation et d'entretien de tout le mobilier (bancs, poubelles, tables pic-nic) appartenant à la commune de Luquet, ainsi que de tous les ouvrages (passerelles, clôtures, pontons, digues, ouvrages hydrauliques) appartenant à l'Institution Adour,
- d'entretien de la végétation au-delà de l'assise du sentier (à l'exception de l'abattage ou l'élagage d'arbres menaçant directement la sécurité des usagers, en accord avec l'Institution Adour).

Article 7 : Obligations à la charge de l'Institution Adour

L'Institution Adour, propriétaire du tour du lac, s'engage :

- à respecter les réglementations en vigueur pour toute utilisation du domaine ouvert à la circulation publique,
- à mettre à disposition les biens utiles à la CATLP,
- à maintenir l'itinéraire du sentier n°15 « PR le lac du Gabas » en bon état afin de le mettre à disposition du public (assiette du chemin, entretien de la voirie, ...)
- à remettre en état ses ouvrages et aménagements utiles aux utilisateurs et à l'entretien de ce sentier en cas de détérioration qu'elle qu'en soit la cause, y compris celle résultant d'éléments naturels.

Article 8 : Obligations à la charge de la commune de Luquet

La commune de Luquet, propriétaire du parking, s'engage :

- à respecter les réglementations en vigueur pour toute utilisation du domaine ouvert à la circulation publique,
- à mettre à disposition les biens utiles à la CATLP pour le balisage et panneauage nécessaires au sentier (panneau d'accueil notamment),
- à remettre en état ses ouvrages et aménagements utiles aux utilisateurs et à l'entretien de ce sentier en cas de détérioration qu'elle qu'en soit la cause, y compris celle résultant d'éléments naturels.

Article 9 : Prévention des risques

Veille sanitaire

Des restrictions d'usages et d'interventions pourront être mises en place en lien avec la présence de cyanobactéries. L'Institution Adour informera la communauté d'agglomération et la commune lors de la présence de cyanobactéries, avec les restrictions d'usages appliquées sur le site, notamment pour les titulaires de conventions de mise à disposition des parcelles de l'Institution à des tiers, et application également des restrictions aux interventions pour l'entretien et autres actions de la communauté d'agglomération et de la commune sur le site (risque bactériologique).



Risque de chute et noyade

L'application de la présente convention peut induire la réalisation de travaux à proximité d'un plan d'eau et d'ouvrages hydrauliques.

Il est notamment rappelé que l'accès aux ouvrages hydrauliques présents sur et en bas des digues est interdit en raison des risques de chute et de la présence d'ouvrages sensibles et sous tension.

Plan de prévention des risques

Les prestations - qui exposent aux risques bactériologiques, risque de noyade, chute d'une hauteur supérieure à 3 m, ou d'ensevelissement - relèvent des « travaux dangereux » au sens de l'Arrêté du 19 mars 1993 et doivent faire l'objet d'un plan de prévention des risques.

Ainsi, en cas d'interventions d'entreprises extérieures, le plan de prévention interne à fournir par le titulaire sera établi en intégrant ces risques.

Ce plan de prévention sera co-signé par le titulaire du marché et par le maître d'ouvrage des travaux (communauté d'agglomération, commune ou Institution Adour) puis notifié avec l'acte d'engagement, avant toute intervention sur le terrain.

De même, dans le cadre d'interventions en régie, les personnels de la communauté d'agglomération ou de la commune seront sensibilisés à ces risques.

Article 10 : Qualité des eaux

L'Institution Adour se dégage de toute responsabilité en termes de qualité des eaux. Il est rappelé que ce réservoir de soutien d'étiage ne fait pas l'objet d'un suivi de la qualité des eaux de baignade, ni d'aucun suivi de la qualité de ses eaux. En conséquence, la baignade est interdite sur l'ensemble de la propriété de l'Institution Adour.

Article 11 : L'utilisation des réservoirs

Le réservoir du Gabas, concerné par la présente, a une vocation prioritairement hydraulique. Il est utilisé pour réalimenter les rivières tributaires (Gabas, Lees et Adour médian) afin d'y satisfaire des besoins en eau de toute nature.

L'Institution Adour est liée par une Concession de Service Public à un gestionnaire pour l'exploitation de ce réservoir de soutien d'étiage qui est la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne.

Il est rappelé que les lâchers ou prélèvements peuvent être importants en période d'étiage, entraînant une baisse régulière de niveau. Le niveau du réservoir peut être très bas en fin d'étiage lors des saisons particulièrement sèches.

L'autorisation de circulation peut être suspendue à tout moment sur le réservoir par l'Institution Adour si nécessaire.

Le propriétaire se réserve le droit de modifier les équipements et d'en développer de nouveaux sur le réservoir, et de faire évoluer les modalités d'usages ;

La communauté d'agglomération ou la commune ne pourront émettre aucune réclamation du fait de l'exploitation hydraulique du réservoir, et des variations du niveau d'eau et du volume stocké.



De plus, si la nécessité l'oblige, l'Institution Adour ou la CACG sont tenues d'assurer l'entretien technique des installations hydrauliques et des barrages. À ce titre, elles se réservent le droit de procéder aux vidanges réglementaires permettant d'assécher les ouvrages.

Pour éviter l'asphyxie du poisson, l'Institution Adour maintiendra le culot piscicole nécessaire à la survie du poisson.

La communauté d'agglomération s'engage à tenir informés les promeneurs de la réglementation du stationnement des véhicules à proximité des plans d'eau.

Le stationnement est autorisé sur les parkings existants aménagés par l'Institution Adour sans qu'il entrave le libre accès aux ouvrages d'exploitation.

Article 12 : Responsabilité

La responsabilité de l'Institution Adour ne sera en aucun cas engagée en cas d'accident ou de préjudice dont les promeneurs ou les tiers pourraient être victimes du fait de l'exercice du droit de circulation concédé à la communauté d'agglomération.

L'attention de la communauté d'agglomération et de la commune est à nouveau attirée sur la vigilance à observer à l'égard de la fréquentation des berges ou du plan d'eau par d'autres partenaires ou usagers, en particulier les pêcheurs, les chasseurs et les adhérents à l'association des usagers nautiques du Gabas, et sur le respect des zonages faisant la part de chacun, afin que l'usage récréatif du réservoir du Gabas se fasse de façon concertée et en toute quiétude pour chacun.

En cas d'observation d'anomalies sur les plans d'eau l'Institution Adour devra en être informée au plus tôt.

Article 13 : Exercice du pouvoir de police

Sur les portions du domaine énumérées dans l'article 2 de la présente convention, seuls les Maires de Gardères et de Luquet seront compétents pour exercer leurs pouvoirs de police.

Article 14 : Résolution de litiges

Pour toutes contestations et litiges qui pourraient naître de l'application ou de l'interprétation des dispositions de la présente convention et en cas d'absence d'accord amiable, l'instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est la suivante :

Tribunal Administratif de PAU
Villa Noulibois – 50 cours Lyautey
BP 543

64010 PAU Cedex

Tél. : 05.59.84.94.40 – Fax : 05.59.02.49.93 – Courriel : greffe.ta-pau@juradm.fr



Fait à Mont de Marsan, le
Le Président de l'Institution Adour

Fait à Juillan, le
Le Président de la CATLP

Paul CARRERE

Gérard TREMEGE

Fait à Luquet, le
Le Maire

Philippe MASCLE



ANNEXE

Carte sentier n°15 « PR le lac du Gabas »

Insérer carte N. Dalmières 24 11



1> Emprunter le chemin qui débute au fond du parking et suivre la rive du lac. Parvenir à un carrefour (2).

>à gauche, accès au village de Luquet.

2> Continuer en face. A l'intersection suivante, aller à droite et poursuivre sur un beau chemin bordé de chênes. Il pénètre dans la zone de quiétude et longe longuement la rive du lac avant de s'en écarter et d'atteindre une intersection.

3> Aller à droite sur 50 m puis au carrefour, à nouveau à droite. A la fourche suivante, continuer à gauche, franchir le ruisseau de Prat (on rentre dans le département des Pyrénées-Atlantiques) de puis emprunter à droite le large chemin carrossable. Il longe le lac au milieu de landes puis passe en contrebas d'un bâtiment (salle des fêtes de Laurenties). Rejoindre une route.

4> La suivre à droite jusqu'au barrage. Le franchir. A son extrémité, monter à droite (en contrehaut, maison de la Pêche et de la Nature) puis poursuivre le long du lac. Le chemin longe la base nautique puis à un embranchement, continue tout droit vers le sud. Parvenir à une intersection (5).

>en montant à gauche, accès au village de Gardères

5> Continuer tout droit le long du lac sur environ 1,2 km et atteindre une nouvelle intersection (6).

>en montant à gauche, accès à la fontaine de Lisant.

6> Poursuivre le long de la berge et rejoindre la D69 (7).

> possibilité de rejoindre directement le point 1 en empruntant la route à droite.

7> Couper la route et poursuivre en face sur le chemin qui effectue le tour du petit lac (agréable lieu de pique-nique - Tables). Déboucher sur la D69 et retrouver le parking en face.



Le lac du Gabas

Le barrage (2005) et la mise en eau (2007) achevés, le lac du Gabas présente une superficie de près de 250 ha répartie sur 4 communes : Gardères et Luquet dans les Hautes-Pyrénées, Eslourenties et Lourenties dans les Pyrénées-Atlantiques. Le sentier périphérique passe ainsi successivement d'un département à l'autre et de Midi-Pyrénées en Aquitaine, au fil de la promenade (*très joli film à visionner avant le départ sur le site de l'Institution Adour*).

Ses 20 000 000 m³ d'eau contribuent à l'irrigation des cultures et donc à l'économie agricole. Les activités nautiques et aquatiques, les activités de loisir ainsi que la fréquentation des berges sont strictement règlementées pour favoriser une cohabitation harmonieuse entre les usagers.

Pour en savoir plus : <http://www.institution-adour.fr/>

Le château de Gardères

Inscrit en 1997 à l'initiative de la Commune à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques, le château de Gardères, dans son aspect actuel, date du milieu du XVIII^{ème} siècle. Propriété de la famille de Day depuis le milieu du XVI^{ème} siècle, il était donc le siège de la Seigneurie des Barons de Gardères, qui comprenait aussi les villages de Luquet et Séron, également enclavés en Béarn.

Depuis 1999, son propriétaire actuel a entrepris d'importants travaux de restauration et la création de jardins à la française. Il est désormais ouvert au public.

Pour en savoir plus :
<http://www.chateaugarderes.com>
<http://www.garderes.fr>



Envoyé en préfecture le 01/02/2022

Reçu en préfecture le 01/02/2022

ID : 040-254002264-20220126-B10_2022-DE



Niveau moyen
 Durée : 3h00
 Longueur : 12 km

Départ possible du village de Gardères (église)
 Possibilité de ne réaliser que le tour du petit lac en 40 mn.



Situation

Emprunter la route de Pau (N117) en direction de Soumoulou ; 5 km après la côte de Ger, prendre la D47 à droite puis la D69 à gauche pour descendre au bord du lac de Gabas.



Parking

À droite de la route après avoir traversé la retenue qui sépare les deux lacs.



Recommandations

les chiens doivent être tenus en laisse (zones de quiétude de la faune aquatique)

